

Assemblée générale du Nomes Vaud du 7 juin 2017

Salon Gilles du Restaurant du Théâtre à Lausanne

Procès-verbal

Présidence : Axel Marion

Procès-verbal : Françoise Chappuis

Présents : Jacques Anselme, Stanislas Arczynski, Françoise Chappuis, François Cherix, Caroline Iberg, Olivier Marcoz, Axel Marion, Mario Mikojevic, Marianne Reymond, André-Lou Sugàr, Chantal Tauxe, Pierre Zwahlen

Excusés : Gérard Chappuis, Anne-Claire Givel-Fuchs, Municipalité Yverdon-les-Bains, Eric Paulus, Jacqueline de Quattro, Marianne Panchaud, Michel Panchaud, Patrick Vallat, Maurice Wagner

Le président ouvre la séance en souhaitant la bienvenue aux participants et en les remerciant de leur fidélité. Il salue notamment François Cherix, coprésident du Nomes suisse ainsi que Caroline Iberg, co-secrétaire générale. Il rappelle que la partie statutaire sera suivie d'un exposé de Mme Chantal Tauxe, journaliste, sur le thème « La presse et l'Europe : je t'aime, moi non plus ! ».

Ordre du jour

Envoyé dans les délais statutaires, l'ordre du jour est accepté à l'unanimité.

1. Procès-verbal de l'Assemblée générale du 15 juin 2016

La lecture du procès-verbal n'est pas demandée et il est approuvé à l'unanimité.

2. Rapports du président et de membres du Comité

Le président Axel Marion indique que le Comité s'est réuni à cinq reprises depuis la dernière Assemblée générale. Il rappelle quelques événements-clé qui ont marqué l'année écoulée :

- La « Tournée européenne » 2016 du Nomes suisse a fait escale le 1^{er} novembre à Lausanne, avec pour thème : « Relations Suisse-Europe. Le compte à rebours est presque écoulé. Quelles sont les solutions pour sortir de l'impasse dans une Europe post-Brexit ». Laurent Wehrli, Cesla Amarelle, Isabelle Chevalley et Jean-Hugues Busslinger ont débattu de cette question devant une trentaine de personnes.
- Le 8 février 2017 s'est tenu le premier « Forum européen » du Nomes Vaud (ex-Commission politique) avec la participation de M. Roger Nordmann, conseiller national, chef du groupe PS aux Chambres fédérales. Son entretien portait sur l'état des lieux, l'actualité, les défis et les enjeux des relations CH-UE dans un environnement international en transformation. Ce nouvel espace de débats a rencontré l'adhésion des quelque trente participants. Afin de permettre une grande liberté de ton aux orateurs invités, il a été décidé de renoncer à l'enregistrement des débats.
La prochaine réunion devrait avoir lieu à l'automne avec un représentant de la presse à Berne.
- Une réédition de l'événement simulation de crise CH-UE qui s'était tenu en novembre 2015 sur le campus universitaire de Dorigny était prévue pour avril 2017. Les

organisateurs (*foraus* Lausanne, Mosaïque, Cospol et le Nomes Vaud) ont reporté sa tenue à l'automne

En ce qui concerne les Déjeuners européens, Axel Marion donne la parole à André-Lou Sugàr, cheville ouvrière de ces événements :

Trois déjeuners européens ont été organisés durant la période sous rapport.

Le premier déjeuner a eu lieu le 28 juin 2016, avec M. Jacques Bourgeois, Directeur de l'Union Suisse des Paysans (USP), Conseiller national, avec pour thème « L'agriculture suisse et l'Europe ».

Pour marquer le 5^e anniversaire des Déjeuners, le Nomes Vaud a accueilli le 8 novembre 2016, M. Jacques de Watteville, Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, négociateur en chef pour les négociations avec l'Union européenne. Son exposé avait pour thème « Les défis de la politique européenne suisse ». Cet événement a attiré plus de 130 participants,

Le troisième déjeuner fut organisé le 28 mars 2017, avec pour orateur le professeur René Schwok, Directeur du Global Studies Institute de l'Université de Genève. Son exposé avait pour titre « L'Union européenne est-elle vraiment au bord du gouffre ? ».

3. Rapport du trésorier

Le trésorier, Mario Mikojevic, remercie les vérificateurs des comptes pour leur travail et commente brièvement les chiffres des comptes 2016, distribués en séance. Il signale que les comptes sont à l'équilibre; le bénéfice apparent de Fr. 712.75 est dû à un report de versement de la FJME de 2015 à 2016.

En réponse à M. Arczynski, Mario Mikojevic indique que la part des cotisations versées qui revient à la section vaudoise du Nomes est de 30%, 70% étant alloués au Nomes Suisse.

4. Rapport des vérificateurs des comptes

Les vérificateurs, Maurice Wagner-Curchod et Jacques Anselme ont procédé à l'examen des comptes 2016 et remercient le trésorier pour le travail fourni et la clarté des comptes. En leur absence, Marianne Reymond accepte de donner lecture de leur rapport.

Celui-ci indique que l'exercice 2016 a produit un bénéfice de Fr. 712.75. Au 31 décembre 2016, la fortune nette du NOMES-VD est de Fr. 21'614.90, alors qu'elle était de Fr. 20'902.15 au 31 décembre 2015.

En conclusion, les vérificateurs recommandent d'adopter les comptes 2016 et d'en donner décharge au Comité, au caissier et aux vérificateurs.

5. Décharge

L'Assemblée générale accepte les comptes à l'unanimité et donne décharge avec applaudissements au Comité, au trésorier et aux vérificateurs des comptes.

6. Elections statutaires (Comité, Présidence, vérificateurs des comptes)

En vertu des articles 8 et 9 des statuts, la Présidence, le Comité et l'Organe de vérification des comptes sont soumis à élection tous les ans par l'Assemblée générale.

Le président annonce avec regret la démission de Patrick Vallat qui a fait savoir sa décision de quitter ses fonctions au sein du Comité pour raisons professionnelles.

Il le remercie vivement pour son engagement au sein du Nomes Vaud depuis près de six ans. Il a assumé notamment les fonctions de président, de vice-président et de président de la Commission politique. Il a contribué avec beaucoup d'énergie à la mise sur pied de la « Marche pour l'Europe » qui aura lieu le dimanche 11 juin au Saut-du-Doubs.

Les autres membres du Comité acceptent de renouveler leur mandat pour une année : Françoise Chappuis, Axel Marion, Mario Mikojevic, Eric Paulus, André-Lou Sugâr.

Axel Marion propose la candidature de Chantal Tauxe comme nouveau membre du Comité. Bien connue de la plupart des participants, pour avoir assuré notamment la modération de plusieurs Déjeuners européens, Chantal Tauxe est journaliste intéressée depuis toujours aux enjeux européens, mais également à la politique suisse, vaudoise et lausannoise. Ce sera un honneur et une chance de l'avoir au sein du Comité.

Elle a travaillé successivement à 24 Heures, Le Matin, l'Illustré et l'Hebdo, comme rédactrice en chef adjointe de 2003 à 2016. Dès 2008, elle a été aussi la responsable rédactionnelle du Forum des 100. Depuis 2017, elle collabore aux travaux de Médias pour tous visant à refonder les conditions-cadre du journalisme en Suisse.

Chantal Tauxe remercie le président pour ses aimables paroles. Si elle a hésité jusqu'ici à adhérer au Nomes, c'était par souci de neutralité journalistique, mais tout le monde pensait qu'elle en était membre !! Elle se réjouit de collaborer avec l'équipe du Nomes Vaud.

Election du Comité :

Composition du nouveau Comité soumis à (ré)élection : Françoise Chappuis, Axel Marion, Mario Mikojevic, Eric Paulus, André-Lou Sugâr et Chantal Tauxe

Le nouveau Comité est élu par acclamation.

Election du Président

S'agissant de la Présidence, Axel Marion accepte de continuer à assumer cette charge. Le président, Axel Marion est élu par acclamation.

Election des vérificateurs des comptes

Si M. Jacques Anselme accepte de poursuivre son mandat, Maurice Wagner-Curchod a annoncé sa démission. Mme Marianne Reymond accepte d'assumer la fonction de vérificatrice.

Les candidats sont élus par acclamation.

7. Activités futures

Marche pour l'Europe

André-Lou Sugâr rappelle la Marche pour l'Europe qui aura lieu dimanche 11 juin au Saut-du-Doubs.

Montreux : 70^e anniversaire du Congrès fondateur des fédéralistes européens

Afin de marquer l'anniversaire du Congrès fondateur de l'Union des Fédéralistes européens (UEF) à Montreux, fin août 1947, un événement sera organisé le samedi 14 octobre 2017 à Montreux, qui marquera également le lancement de la Tournée européenne 2017 du Nomes Suisse.

Pour mémoire, Denis de Rougemont, philosophe et écrivain, promoteur de l' « Europe des Régions » en a été l'une des figures marquantes.

André-Lou Sugâr indique que cet événement est organisé par le Nomes Vaud en collaboration avec les sections latines du Nomes et la Yes.

Prochains Déjeuners européens

Chantal Tauxe annonce les prochains déjeuners européens prévus pour l'année 2017 :

- En septembre, avec M. Jean Quatremer, journaliste français à Libération, spécialiste des questions européennes, qui vient de publier « Les salauds de l'Europe : guide à l'usage des eurosceptiques ».

- En novembre, avec M. Matthiessen, ambassadeur de l'Union Européenne en Suisse.

8. Propositions individuelles et divers

Le président donne la parole au co-président du Nomes suisse, François Cherix, qui salue les nombreuses activités de la section vaudoise, inversement proportionnelles à la faible participation à cette assemblée générale !!

Il considère que la situation actuelle est très intéressante et qu'un nouvel élan de l'Union européenne est possible avec l'arrivée d'Emmanuel Macron à la présidence française et la décision britannique du Brexit. Une situation qui pourrait être une opportunité pour le Nomes de relancer de nouvelles propositions.

Sur le plan suisse, par contre, il constate un endormissement et regrette la fausse solution adoptée par le Parlement pour répondre à l'initiative contre la libre-circulation.

Il salue enfin le bon fonctionnement du Comité du Nomes et la qualité du travail du Secrétariat.

A son tour, Caroline Iberg, co-secrétaire générale du Nomes, se félicite des bons contacts avec la section vaudoise. Elle se réjouit aussi de la création dans les prochaines semaines de nouvelles sections en Suisse orientale.

Elle rappelle enfin la publication de l'ouvrage « Carnets ferroviaires, nouvelles transeuropéennes », publié aux éditions Zoe à l'initiative du Nomes.

La parole n'étant plus demandée, le président clôt la partie statutaire à 20h 15 et donne la parole à Chantal Tauxe pour son exposé qui a pour thème « L'Europe et les journalistes – je t'aime, moi non plus ».

En préambule, elle indique son souhait de partager des réflexions sur la manière dont la presse couvre l'actualité européenne.

Si on peut constater un affaiblissement du rôle de la presse un peu partout en Europe, Chantal Tauxe estime que les réseaux sociaux ne remplacent pas les journalistes, ils démultiplient les points de vue et leur diffusion. Mais le travail du journaliste demeure : établir les faits de manière honnête et indépendante, les mettre en contexte, éclairer l'opinion des citoyens afin que ceux-ci puissent démocratiquement prendre position.

Ces fonctions sont indispensables, elles constituent un des creusets de la démocratie.

L'Europe, la construction européenne, l'Union européenne sont l'objet de toutes les critiques. L'UE est décrédibilisée, on dit souvent qu'elle a mauvaise presse. Cette mauvaise presse serait une partie de ses problèmes.

Ainsi, dans le cas du BREXIT, si la presse avait mieux expliqué les conséquences du vote ainsi que les scénarios de mise en œuvre, le résultat aurait peut-être été différent.

Pour comprendre cette situation, Chantal Tauxe présente brièvement le travail des médias des Etats-membres.

Contrairement aux Etats-membres, l'UE n'a pas une communication, mais 28, 29 voire 30. A l'issue d'un sommet européen, chacun des chefs d'Etat ou de gouvernement s'exprime, le président de la Commission s'exprime, le président du Conseil aussi.

Dès le départ, c'est la cacophonie, chacun donne sa version de ce qui s'est passé, tire la couverture à lui, malgré le communiqué commun. Le message se noie dans l'interprétation.

Pour le journaliste scrupuleux, il est physiquement impossible de suivre tous ces points de presse. Il faut qu'il soit doté d'une solide connaissance des dossiers pour remettre en question le point de vue de son gouvernement, et /ou tenir compte d'un intérêt européen général peut-être divergent.

Dès lors, il n'est pas surprenant que l'intérêt national – ou ce qu'on croit qu'il soit – prime dans l'interprétation d'une décision.

Si on souhaite que l'UE soit plus unie et plus efficace, il faudrait peut-être régler ce problème de cacophonie, et prévoir une seule conférence de presse – cela éviterait que des dirigeants disent le contraire de ce qu'ils ont fait au Conseil européen, et se défassent de leur responsabilité ou rendent les autres – Bruxelles – coupables de tous les maux.

Après la communication du Conseil, Chantal Tauxe aborde celle de la Commission :

La Commission communique énormément. Une vraie machine à cracher du communiqué de presse. Tous les jours à midi, des briefings sont organisés au Berlaymont, selon les sujets, les porte-paroles des commissaires viennent répondre aux questions. Cette disponibilité, cette transparence, n'empêchent pas la langue de bois.

Pour être un bon journaliste à Bruxelles, il faut saisir la complexité des enjeux, tresser un réseau de contacts pour bénéficier d'informations ou d'explications d'insiders.

Sinon, les articles ou les reportages risquent de rester très superficiels. On cite les phrases des uns et des autres, sans réussir à les mettre en contexte et indiquer l'impact qu'elles auront dans la vie réelle des gens.

Autre problème : dans les rédactions des Etats-membres, les moyens alloués à la couverture de la politique nationale sont bien plus importants que ceux alloués à la politique européenne. Les médias ont un correspondant à Bruxelles, il en faudrait beaucoup plus, et surtout, il faudrait qu'ils aient les moyens d'aller enquêter sur le terrain, dans les pays-membres.

Souvent, les correspondants ne sortent de Bruxelles que pour couvrir les Sommets dans le pays qui préside l'UE. Plus rarement pour aller mesurer les effets d'une politique européenne.

Pire, le nombre de correspondants a chuté au vu des difficultés économiques de médias.

Un nombre toujours réduit de journalistes couvrent une Europe toujours plus importante (compétences fortement élargies avec le traité de Lisbonne) et pléthorique (38 000 fonctionnaires à la Commission européenne et 15.000 lobbyistes présents à Bruxelles).

Et en Suisse ? C'est pire. Tous les défauts évoqués sont amplifiés.

Pour Chantal Tauxe, il y a dans la couverture de l'actualité européenne une sorte de péché originel dont on ne se remet pas.

En 1992, la presse a été très pro-européenne pendant toute la campagne sur l'Espace économique européen. Il semble, 25 ans après, qu'elle n'a pas fini d'expier.

Il se peut même qu'à force de se faire reprocher son intérêt pour la matière européenne, elle soit devenue outrageusement critique.

Chez nous aussi, le focus nationaliste fait des dégâts. L'UE va mal ? On a bien fait de ne pas en faire partie, comment a-t-on été assez fou pour l'envisager ? Il y a beaucoup de Schadenfreude dans cette posture. Beaucoup d'esprit à courte vue.

Sauf exceptions, la presse suisse s'intéresse surtout aux relations bilatérales – beaucoup aux échecs de l'UE – un peu moins à ses succès. Combien d'articles sur la fin des frais de roaming et le retard que la Suisse a pris par rapport à ses consommateurs ?

Quand elle s'intéresse aux bilatérales, la presse suisse reste très dépendante de quelques sources à Bruxelles et à Berne. Peu de lobbyistes, peu de connaisseurs du dossier, des sources diplomatiques, à peine quelques parlementaires européens au courant des enjeux. Et bien sûr Berne.

Difficile dans ces conditions de produire autre chose que des articles défendant les positions du Conseil fédéral. Difficile d'avoir un point de vue indépendant.

Les moyens alloués à la couverture des enjeux européens ont diminué comme peau de chagrin. Rares sont les correspondants à Bruxelles et encore moins les reporters envoyés dans les autres pays et capitales. Qui fait le lien entre ce qui se dit à Bruxelles, Paris, Rome, Berlin et Vienne, pour parler de nos voisins ? Il y a peu d'enquêtes, peu de mémoire.

Le thème de l'adhésion a disparu de l'agenda politique, mais aussi des analyses de la plupart des rédactions. La discussion sur le meilleur moyen de défendre la souveraineté de la Suisse est inexistante.

Lorsque l'on parle de prévoyance sociale, de transports ou d'armée, ou que sais-je, les points de vue antagonistes sont défendus, sans que personne ne s'en étonne. Mais en politique européenne, il n'y a pas de débat contradictoire.

En matière européenne, la doxa de l'UDC s'est imposée et n'est même plus questionnée. La presse n'évoque même plus la possibilité d'une éventuelle adhésion. Soutenir les accords bilatéraux paraît la solution la plus audacieuse, alors qu'on sait que l'UE ne veut plus de ce système tel quel. Ce simple point est peu rappelé.

Après la votation du 9 février 2014 sur la libre-circulation, un certain « réveil » pro-européen a néanmoins fait jour avec une prise de conscience qu'ouverture et droits humains doivent être défendus.